

**BOUIRA**

# Grève illimitée au CNSLT de Tikjda

*L'heure est au pourrissement au niveau du CNSLT de Tikjda, situé à 30 km à l'est de Bouira. En effet, depuis hier, la majorité des travailleurs est entrée en grève illimitée. Seule condition pour arrêter cette action : le départ du directeur et de ses proches collaborateurs.*

D'après le président de la section syndicale, Chrarek Omar, ils sont plus de 100 travailleurs à observer cette grève illimitée. Le recours à cette action est devenu une nécessité après que la tutelle ait fait la sourde oreille quant à la revendication du départ du directeur du centre et quelques-uns de ses collaborateurs.

Cette décision, rappelle-t-il, a été prise lors d'un rassemblement effectué le 15 février dernier en présence des chômeurs des communes de Bechloul et El-Esnam ainsi que des P/APC des deux communes et du chef de daïra de Bechloul.

Quelques semaines plus tard, et après plusieurs rencontres entre les représentants des travailleurs et ceux du ministère de la Jeunesse et des Sports, aucune solution concernant le départ du directeur et de ses collaborateurs n'a été trouvée. Le fait est que, comme nous l'a expliqué, dimanche, le chargé



Photo : DF

de communication au niveau du CNSLT, Belkacemi Mohamed-Ameziane, lors de ces rencontres, les représentants des travailleurs n'avaient pas soumis des revendications socioprofessionnelles mais réclamaient le départ du directeur et de certains de ses collaborateurs, alors que cela ne relève pas de leurs prérogatives.

Aussi, la grève illimitée de ce dimanche a été jugée illégale par les représentants de

l'inspection du Travail qui s'étaient déplacés sur les lieux, selon les dires du chargé de communication car, outre l'inexistence d'une plate-forme de revendications, les grévistes avaient procédé à la fermeture du CNSLT, alors que dans la législation du travail, une grève des travailleurs se fait autour d'une plate-forme de revendications sans fermer l'enceinte ni recourir aux insultes comme c'est le cas

pour les grévistes du CNSLT vis-à-vis du directeur et de ses cadres.

Notons à la fin qu'une déclaration signée par le comité citoyen d'El-Esnam, et rendue publique ce samedi, dénonçait la situation de pourrissement dans laquelle se trouve le CNSLT, et la conduite et le comportement de certains travailleurs. En attendant, cette structure emblématique est fermée.

Y. Y.

**EXTRACTION DE SABLE À SKIKDA**

## La tension monte à Ben Azzouz

*La tension est montée d'un cran à Ben Azzouz, daïra située à 65 km à l'est du chef-lieu de wilaya. L'affaire de l'extraction de sable dans le périmètre de la zone humide Guerbes-Sanhadja, zone classée par la convention internationale de Ramsar, a scindé les habitants de la commune du chef-lieu de daïra en deux clans.*

Le premier se positionne contre les agissements d'un groupe qui porte atteinte à l'environnement et au littoral, alors que le second, que l'on dit manipulé par

ledit groupe, lui apporte son soutien en portant des revendications liées à l'emploi devant le siège de la daïra.

Selon des témoins oculaires, le deuxième clan, un groupe de jeunes, s'est rassemblé, dans une première phase, devant le siège de l'APC où il a exigé de laisser l'opération d'extraction se dérouler le plus normalement du monde, car, selon leurs dires, cela leur permet d'avoir un petit revenu.

Les deux clans, lors de leur rencontre au siège de la daïra, ont failli en venir aux mains. Le projet d'extraction de sable aiguisé les appétits d'anciens opérateurs

économiques qui profitent de la politique de création d'emplois et de «richesses». Chose que refusent de larges pans de la population, soucieux de la préservation du littoral et de la zone humide.

«Sept investisseurs ont bénéficié de l'autorisation d'exploitation dans la zone d'entrée à la plage de Kef-Fatma, après qu'il leur ait été interdit, conformément à l'article 16 de la loi minière, d'extraire le sable à Ras-El-Oued, site inclus dans le périmètre de la zone humide Guerbes», selon notre source.

Zaïd Zoheir

## La direction générale de Tarsi-Oran nous écrit

Suite à l'article intitulé «Les travailleurs de la société Tarsi-Oran sans salaire depuis 4 mois», paru dans votre édition du 31/03/2011 en page 9, la direction générale de Tarsi se doit d'apporter certaines précisions.

La première précision à apporter est celle liée à la

négociation.

A ce titre plusieurs négociations ont eu lieu à Oran et Alger regroupant les élus de l'unité d'Oran et entreprise ainsi que les représentants des instances de l'UGTA (fédération, union de wilaya et locale d'Oran) qui se sont sol-  
dées par un accord portant sur

l'acceptation de tous les points revendiqués.

Quant aux salaires de quatre mois non perçus, ceci est de la simple argumentation.

Tous les salaires sont à jour y compris les différents rappels. Quant à l'absence de plan de charge, il est impor-

tant de signaler que l'unité d'Oran détient 50% de son objectif annuel en commandes fermes pour les deux premiers mois de cette année. Ceci reflète la bonne volonté de l'entreprise Tarsi de prendre en charge tous les problèmes de l'ensemble de ses unités sans distinction.

**AÏN-DEFLA**

## Le quota des passeports hadj contesté à Khemis-Miliana

Les candidats au pèlerinage 2011 des deux communes de la daïra de Khemis-Miliana, Sidi-Lakhdar et Khemis-Miliana, ont été invités, par la voix du crieur public, à assister au tirage au sort de ceux qui seront retenus.

A Khemis-Miliana, ils étaient quelque 1 500 personnes dont 1 163 inscrits sur les listes pour 48 passeports offerts. A Sidi-Lakhdar, ils étaient 600 et 384 inscrits pour 10 passeports.

En fait, le tirage au sort n'a pas eu lieu. La raison : vu le nombre de passeports, les réactions ont été très vives. C'est pourquoi un autre tirage au sort est prévu.

Les responsables chargés de cette opération ont pourtant expliqué à l'assistance que le quota des 36 000 hadjis algériens est fixé par l'autorité saoudienne, un quota que le ministère de l'Intérieur se charge de répartir au niveau des wilayas et des communes en fonction du nombre de postulants et non en fonction de la population de la commune.

Karim O.

## SIDI-BEL-ABBÈS Carjacking en plein centre-ville

Quatre individus ont, dernièrement, sous la menace d'armes blanches fait descendre de son véhicule un automobiliste, en plein jour et en plein centre-ville, sous le regard médusé des passants dans le populeux quartier El-Graba, dans la ville de Sidi-Bel-Abbès, avant de fuir à bord de ce même véhicule. Ce dernier a été repéré plusieurs jours plus tard à Mascara.

La poursuite des voleurs par les policiers a fini dans un mur. Les policiers ont arrêté les 4 loubards et récupéré le véhicule endommagé par l'accident. Présentés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, les malfrats ont été écroués.

A. M.